

analyses

Le multilatéralisme s'affaiblit, les Etats-Unis triomphent

Par Mathilde Lemoine

Comment « contrer » l'IRA, l'Inflation Reduction Act américain ? Les Etats-Unis ont affaibli l'Organe de règlement des différends de l'OMC qui aurait pu les sanctionner. Or les Européens ont plus à perdre au déclin du multilatéralisme en raison d'un marché domestique fragmenté et d'une moindre capacité à influencer le prix mondial. De surcroît, l'Allemagne et la France ont eu jusqu'alors tendance à faire cavalier seul, la politique commerciale du « chacun pour soi » prenant le pas sur la logique communautaire.

// PAGE 10



IDÉES

analyses

L'affaiblissement du multilatéralisme fait le bonheur des Américains

Contrer l'Inflation Reduction Act va demander bien plus de coordination aux Européens pour mettre en place des sanctions suffisamment dissuasives pour être efficaces.

LA
CHRONIQUE
de Mathilde
Lemoine



Les Européens considèrent que la bonne réponse à l'Inflation Reduction Act consiste à « maintenir une concurrence équitable et défendre de grands projets ». Il est très naïf de penser que les Européens pourront « contrebalancer » les effets

négatifs de ce plan, prévoyant des subventions pour les entreprises implantées aux Etats-Unis, notamment dans les secteurs des véhicules électriques, des énergies renouvelables ou de l'hydrogène. En effet, la faiblesse de la croissance européenne et du niveau de PIB par habitant de la plupart des Etats membres

hypothèque leur capacité financière. Ensuite, la nature du processus de décision européen, ainsi que la persistance d'une très forte spécialisation des économies des Etats membres, limitent les économies d'échelle. Enfin, la véritable arme contre le protectionnisme américain est la menace de droits de douane élevés sur leurs produits importés par l'Europe, comme le montrent les théories du commerce international.

Malheureusement, le « chacun pour soi » en matière de politique commerciale a pris le pas sur celui de la logique communautaire. Les gouvernements français et allemand sont tombés dans le piège américain en considérant qu'ils avaient assez de poids pour faire face aux Etats-Unis. Angela Merkel a fait cavalier seul en essayant d'éviter la hausse des droits de douane sur les automobiles annoncée par Donald Trump pendant que les Français sauvaient leur secteur agroalimentaire. Dans le cas de l'accès aux vaccins contre le Covid, les Français et les Allemands ont préféré une alliance public-privé plutôt que la voie multilatérale. Plus récemment, Emmanuel Macron a commencé par défendre l'industrie française face à l'Inflation Reduction Act avant d'appeler les dirigeants de l'Union européenne à répondre « plus vite » et « plus fort ».

Les Européens se sont sabordés en privilégiant les canaux nationaux pour défendre leurs intérêts pendant que les Américains affaiblissaient l'Organe de règlement des différends de l'OMC. Cela est d'autant plus dommageable que les Européens ont plus à perdre à l'affaiblissement du multilatéralisme à cause de la fragmentation de leur marché domestique et de leur moindre capacité à influencer le prix mondial. En effet, un grand pays retire un gain particulièrement élevé quand il subventionne son industrie dans la mesure où il peut influencer le prix mondial des biens et services subventionnés. Le seul moyen de l'arrêter est de rendre crédible le risque de sanction. Un pays respectera son engagement à coopérer seulement si la valeur actualisée des sanctions qu'il pourrait avoir à payer est supérieure au gain de bien-être qu'il retire des subventions à ses entreprises.

En conséquence, le véritable outil dont la France et l'Allemagne disposent pour limiter la perte de compétitivité de leur industrie face à leurs homologues américaines est la mise en place de droits de douane sur les produits importés des Etats-Unis. Or seule l'Union européenne a les moyens de les rendre dis-

suasifs. Pour y parvenir, il faut redonner corps au caractère communautaire de la politique commerciale. Cela oblige les Etats membres à se mettre d'accord pour laisser la Commission européenne négocier, car elle seule peut obtenir des sanctions suffisantes pour pousser le gouvernement Biden à faire évoluer sa politique commerciale. Ensuite, libre aux gouvernements européens de décider, eux aussi, de mesures protectionnistes pour accélérer la transition énergétique. La responsabilité des gouvernements européens consiste à renouer avec le multilatéralisme pour défendre les entreprises et ses valeurs.

Mathilde Lemoine est cheffe économiste du groupe Edmond de Rothschild.

Les Américains ont affaibli l'Organe de règlement des différends de l'OMC et, côté européen, le « chacun pour soi » a pris le pas sur la logique communautaire.